

Numéro de l'assuré : 1 94 05 99 350 681 97  
Nom de l'assuré :  
BEN TAMA SERROUKH MOHAMED  
Pour mes démarches, j'utilise mon compte ameli.  
Avec l'appli sur mon smartphone c'est très simple !

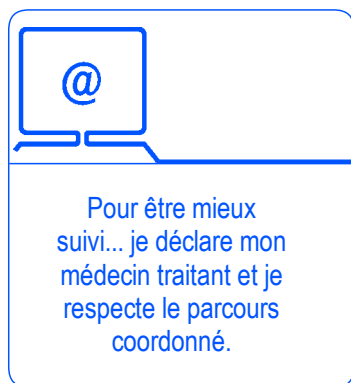
**3646** Service gratuit  
+ prix appel

L ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE  
94000 CRETEIL

M. BEN TAMA SERROUKH MOHAMED  
5 AV DE SAINT MANDE  
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE

Le 02/09/2022

*mon  
parcours  
d'assuré*



### > MON ATTESTATION DE DROITS A L'ASSURANCE MALADIE

Cher monsieur BEN TAMA SERROUKH,

Vous êtes affilié à un régime d'assurance maladie pour la protection de votre santé.

**Pour faire valoir vos droits, vous trouverez ci-joint une attestation à présenter aux professionnels de santé (médecins, pharmacies, etc.) si vous ne disposez pas de la carte Vitale.**

En cas de changement d'activité, de déménagement, de mariage ou de naissance, pensez à informer rapidement votre organisme d'assurance maladie et à mettre à jour votre carte Vitale. Vos droits seront ainsi actualisés.

Avec toute mon attention,

votre correspondant de l'Assurance Maladie

0641v1.59



### La mise à jour de ma carte Vitale, c'est maintenant !

Des bornes de mise à jour sont à ma disposition dans toutes les caisses d'assurance maladie, les pharmacies et dans certains établissements de santé.



Votre attestation de droits à l'assurance maladie à présenter aux professionnels de santé

Numéro de l'assuré : 1 94 05 99 350 681 97

Nom de l'assuré :

BEN TAMA SERROUKH MOHAMED

## Attestation de droits à l'assurance maladie

Valable du 02/09/2022 au 01/09/2023 sous réserve de changement dans la situation de l'assuré

Organisme de rattachement sécurité sociale	Code gestion	N° de sécurité sociale de l'assuré (à utiliser pour tous les bénéficiaires ci-dessous)	Modulation du ticket modérateur
01 941 3911	10	1 94 05 99 350 681 97	
Bénéficiaires(s) <i>nom de famille suivi d'un éventuel nom d'usage</i>	N° de sécurité sociale du bénéficiaire (pour information)		Né(e) le / rang
BEN TAMA SERROUKH MOHAMED	1 94 05 99 350 681 97		18/05/1994 1

Toute attestation de droits antérieure est à détruire.